

Questions orales

• (1440)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): D'abord, monsieur le Président, les fonds alloués aux régions depuis quatre ans ont augmenté de 50 p. 100. Ensuite, le budget prévoit une autre augmentation de 35 p. 100 en plus des fonds que nous avons accordés depuis cinq ans.

Parce qu'il l'a dit à maintes reprises, le député est d'accord avec moi sur un point: il faut rabaisser les taux d'intérêt si nous voulons rétablir un meilleur équilibre économique d'un bout à l'autre du pays. La seule façon de faire baisser les taux d'intérêt, c'est de réduire le déficit annuel et de contrôler la dette nationale.

Le député ne peut pas gagner sur les deux tableaux: s'il préconise des taux d'intérêt moins élevés, il doit aussi réduire le déficit annuel.

LA RAISON DES COMPRESSIONS DES DÉPENSES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, c'est aussi un fait que dans ses propres documents budgétaires, à la page 68, on prévoit une réduction de 21 p. 100 entre l'année financière 1989-1990 et l'année financière 1990-1991.

Le ministre expliquera-t-il aux Canadiens pourquoi il réduit de 90 millions de dollars, pour la prochaine année financière, les fonds destinés au développement régional du Canada atlantique? Comment explique-t-il une baisse de 109 millions pour le Québec, de 28 millions pour l'Ontario et de 66 millions pour l'ouest du Canada?

Comment peut-il justifier ces compressions imposées aux régions les plus pauvres et les plus défavorisées du Canada, alors que le premier ministre a reconnu il y a deux ans, que les inégalités régionales étaient un problème?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme le ministre des Finances l'a dit et comme le montrent clairement les documents, les dépenses régionales continueront d'augmenter.

Je trouve étrange, en passant, que les députés du Nouveau Parti démocratique demandent que nous coupions nos dépenses pour les entreprises tout en exigeant que nous dépensions davantage pour elles dans le cadre de nos programmes de développement régional.

Les néo-démocrates sont-ils en faveur d'un appui accru pour les entreprises dans les régions? Si oui, ils obtiendront satisfaction dans le prochain budget. Sinon, de quoi se plaignent-ils?

En tout cas, s'ils examinent les chiffres objectivement, et non du point de vue de la lutte de classes dont ils ne peuvent se détacher, ils constateront qu'il y a eu augmentation.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE—LA DÉMOLITION DES PROGRAMMES

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré au cours de la campagne électorale que l'Accord de libre-échange ne changerait rien aux programmes de développement régional, aux subventions agricoles ni aux secteurs soumis à la gestion des approvisionnements.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Ne va-t-il pas admettre ici que le premier ministre et son gouvernement ont une fois de plus trompé la population canadienne? Ce budget n'est que le début d'une entreprise de démolition de tous les programmes uniques que nous avons au Canada, des programmes qui font que notre secteur agricole et nos agriculteurs réussissent si bien.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il n'y a absolument aucun lien, pas le moindre rapport entre nos mesures budgétaires et l'Accord de libre-échange proprement dit.

J'ai maintes fois signalé au cours de la campagne électorale que si nous n'arrivions pas à juguler notre déficit et notre dette, cela annulerait complètement les avantages que nous allons tirer de l'Accord de libre-échange. Les problèmes que posent la dette et le déficit sont énormes et doivent être réglés, avec ou sans Accord de libre-échange.

LES PROGRAMMES DE SUBVENTIONS AGRICOLES

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, les agriculteurs canadiens méritent mieux que cette réponse.

Nous avons appris vendredi que le gouvernement américain accuse le Canada de pratiques commerciales restrictives. Il nous reproche, entre autres, les subventions au transport des marchandises.

Comme le hasard fait bien les choses, monsieur le Président! Le budget prévoit justement l'élimination du programme de subventions au transport des grains et de la farine. Il comporte d'autres réductions que les Améri-